



HAL
open science

De Siwa au Caire, la fabrique du patrimoine se nourrit du désir des autres

Vincent Battesti

► **To cite this version:**

Vincent Battesti. De Siwa au Caire, la fabrique du patrimoine se nourrit du désir des autres. *Égypte Soudan mondes arabes*, 2009, 3e série, 2009, *Pratiques du patrimoine en Égypte et au Soudan (5-6)*, pp.69-101. 10.4000/ema.2893 . halshs-00350121

HAL Id: halshs-00350121

<https://shs.hal.science/halshs-00350121v1>

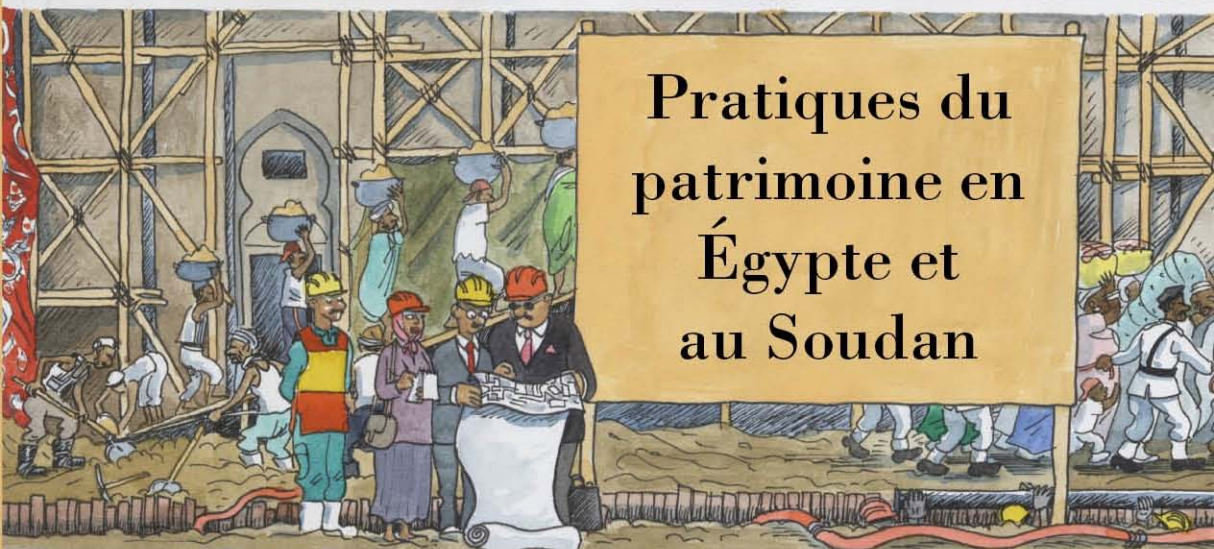
Submitted on 11 Jan 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

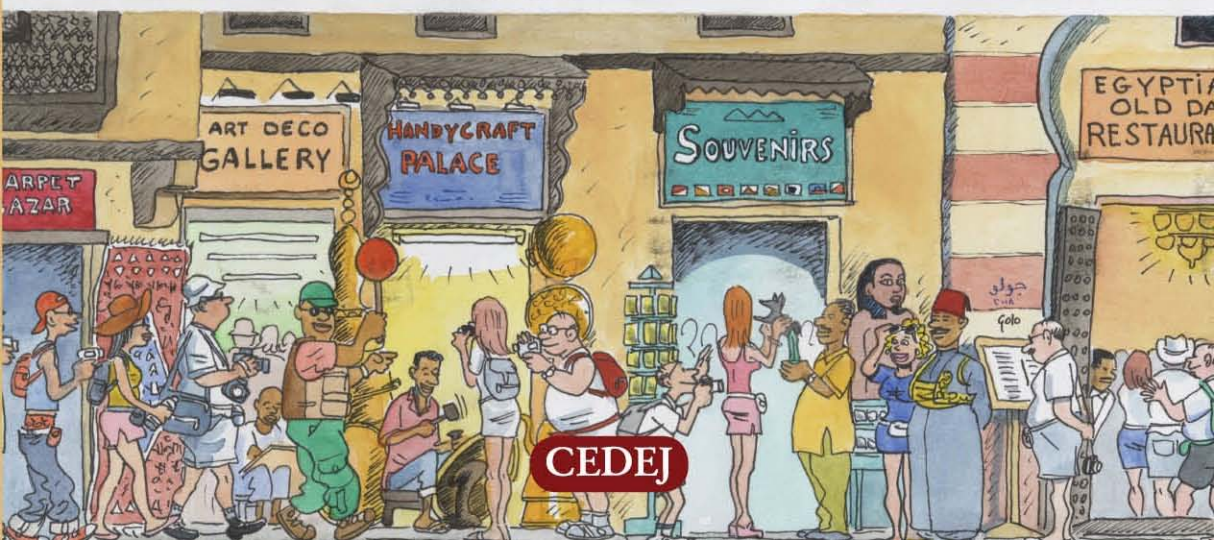
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License



Pratiques du
patrimoine en
Égypte et
au Soudan



ÉGYPTE

monde arabe

Vincent Battesti - De Siwa au Caire, la fabrique du patrimoine se nourrit du désir des autres, in Omnia Aboukorah et Jean-Gabriel Leturcq (dirs), Égypte/Monde arabe n°5-6, 3e série, 2009, Pratiques du patrimoine en Égypte et au Soudan, Le Caire, CEDEJ, p. 69-101.

Archives ouvertes HAL <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00350121/>

RÉSUMÉ / ABSTRACT

DE SIWA AU CAIRE, LA FABRIQUE DU PATRIMOINE SE NOURRIT DU DÉSIR DES AUTRES

Cette contribution compare les processus de patrimonialisation en deux situations différentes d'Égypte : la mégapole du Caire et l'oasis berbérophone de Siwa. Dans les deux cas, si les acteurs locaux parlent d'architecture, ils semblent parler aussi d'autre chose. À Siwa, s'invente un style traditionnel local pour le présenter aux étrangers comme un patrimoine authentique, tandis qu'au Caire est exhumé un passé architectural mal assumé, car de tradition européenne, pour le présenter comme patrimoine de droit pour évacuer « l'intrus » (les dispositions des classes populaires) de la scène cairote moderne. Si l'un des principaux modes de production du patrimoine est proprement stratégique, il faudra éclaircir ce que l'intervention sur ces architectures a pour visée. Cela ne soulève guère les passions ni ne provoque des conflits faute de combattants, pour autant, ce ne sont pas des opérations blanches...

FROM SIWA TO CAIRO, THE MAKING OF HERITAGE FEEDS FROM THE OTHERS' DESIRE

This contribution compares two different processes of heritage-making situations in Egypt: the megalopolis of Cairo and the 'Berber-speaking' oasis of Siwa. In both cases, while the local actors speak of architecture, they seem to refer also to something else. In Siwa is invented a local traditional style to present it to foreigners as an authentic heritage. In Cairo, an architectural past is poorly served as it represents a European tradition, and is used as legitimate heritage to remove «the intruders» (the popular classes manners) from the modern Cairene scene. If one of the main modes of producing heritage is really strategic, we must clarify which is the goal of the intervening on these architectures. If this does not raise passions nor does it cause conflict by lack of combatants, these operations are not blank...

VINCENT BATTESTI

DE SIWA AU CAIRE,
LA FABRIQUE DU PATRMOINE SE NOURRIT
DU DÉsir DES AUTRES

Cette courte contribution veut comparer les processus de mise en patrimoine en deux situations d'Égypte tout à fait différentes : dans la mégapole du Caire et dans l'oasis berbérophone de Siwa. Les nombreux documents visuels qui accompagnent ce texte sont une matière illustrative autant qu'un propos indépendant. Le texte lui-même a pour ambition d'explorer cette comparaison à partir de travaux de terrain dédiés à d'autres problématiques¹ et non pas d'offrir l'état de l'art des questions patrimoniales dans ces deux situations.

Au Caire, ce qui est ici visé est la constitution en patrimoine d'un quartier central de la capitale, le *Wast al-Balad*. Cela vaudrait aussi pour certains jardins publics de la capitale : ces deux types d'espaces ont pour commune particularité d'être nés du même mouvement urbain réformateur du XIX^e siècle² et d'avoir connu en tant qu'espace public (on peut parler d'une centralité récréative) les mêmes destins en termes d'évolution d'usages, de pratiques et d'images³; ils sont aujourd'hui les objets d'une même tentative de patrimonialisation.⁴ L'enjeu est celui-ci : depuis ces trente ou quarante dernières années, les quartiers du centre-ville moderne (et les jardins publics) ont vu leur type social de fréquentation radicalement changer. Les classes bourgeoises (*burjwâziyya*) pour et par qui ces espaces urbains ont été dessinés, en marge

1. Travaux de terrain auxquels il sera implicitement fait référence.

2. Voir par exemple Arnaud, 1998.

3. Battesti, 2004a.

4. Néanmoins, la réflexion ne sera menée dans ce texte que sur le bâti immobilier pour alléger le propos (voir par exemple Battesti, 2006b).

de la vieille ville en voie de paupérisation, les ont plus tard délaissés durant la seconde moitié du XX^e siècle et de façon concomitante les classes populaires (*cha^cbiyya*) les ont massivement investis, non pas pour y résider (le centre a perdu de sa population durant cette dernière période)⁵, mais pour s’y promener, s’y inventer de nouvelles ambiances urbaines dans un nouveau cadre, saturant les sens et les espaces, s’offrant là une première vraie occasion de sortir de ses quartiers de résidence et de confinement (la ségrégation urbaine est forte au Caire, elle modifie ses frontières sans disparaître pour autant). Depuis une quinzaine d’années, un phénomène qu’une partie de ses promoteurs nomme patrimonialisation ou « valorisation patrimoniale » se dessine timidement dans ces espaces centraux. La patrimonialisation ne se fait pas hors contextes sociaux : produit et construit social évident, non seulement c’est un processus issu d’une négociation sociale toujours plus large que l’objet visé, mais parfois le concept brandi de « patrimoine » peut être aussi un véritable outil d’appropriation ou sa tentative.

Pour ce qui est de l’oasis de Siwa, un phénomène contemporain ostensible de mise en patrimoine touche en particulier le bâti et l’objectif est sans ambages l’affermisssement de l’offre touristique (même si les rapports des organismes promoteurs – voir plus loin – parlent aussi de plus values en qualité de vie pour les habitants). Depuis son accès facilité par la route goudronnée qui la relie à la côte (1984), Siwa a été le témoin d’importants changements dans les modalités de l’habitat, mais également de ses habitations. Ses matériaux de construction sont massivement passés de l’argile *irîgh* (un mortier d’argile salée, le *karchif* en arabe et le *tlaght* en *tasiwit*, parler berbère de Siwa) au gypse calcaire équarri (*tûb en arabe ou en tasiwit*), changeant la « couleur locale » du bâti de l’ocre rouge au blanc (éventuellement enduit et coloré). Ces deux matériaux sont de production locale, mais s’opposent sur plusieurs points et la substitution de l’un par l’autre est concomitante d’une évolution dans la conception de l’habitat et des usages sociaux de l’habitat. Au moment où le matériau argileux disparaît des pratiques, il semble être pris en affection par de nouveaux promoteurs de la tradition : des acteurs qui sont partie liée avec le tourisme, qu’ils soient agents du secteur privé ou de l’État (gouvernorat ou ministère du Tourisme). Ces acteurs inventent le style traditionnel de Siwa et posent l’argile comme objet de (re-)considération ; celle-ci revient alors sur le devant de la scène oasienne pour, comme le dit sans ironie un habitant, « que ça reste comme avant ». Cela fonctionne. En peu d’années, le statut de l’objet *tlaght* (argile) s’est vu mieux partagé entre

5. Par exemple, plus de la moitié de leur population depuis les années soixante pour des *qism* comme ^cAbdîn ou al-Azbakiyya (données des divers recensements de la population égyptienne par le CAPMAS et harmonisation des données par la base de données ÉGYPTTE au CEDEJ, au Caire.

les divers acteurs : il est dit et pensé dans le même mouvement comme local-et-naturel et devient un marqueur aujourd'hui du « traditionnel ».⁶

Le Caire ou Siwa, il s'agit dans les deux cas d'architecture, loin apparemment des problématiques centrées sur le « patrimoine immatériel » qui ont connu une publicité récente⁷: on est ici dans le concret, on est dans le lourd, on est dans le bâtiment. À y regarder de plus près, les acteurs de cette valorisation patrimoniale inventent à Siwa son style traditionnel pour le présenter comme authentique patrimoine aux étrangers et exhument au Caire un passé que l'on pourrait croire difficile à assumer⁸, car clairement de tradition européenne (réinterprétée évidemment), pour le présenter comme patrimoine de droit sur la scène locale et, me semble-t-il, évacuer « l'intrus » (les dispositions des classes populaires) de la scène cairote moderne.



1. *L'Ecolodge de la société EQI, hôtel de luxe en matériaux locaux et en architecture « traditionnelle », Adrere Amellal, Siwa, 23 août 2002 (18h33)*.*

6. Je me permets de renvoyer le lecteur à un article publié sur le sujet (Battesti, 2006a): « *De l'habitation aux pieds d'argile, des vicissitudes des matériaux et techniques de construction à Siwa (Égypte)* ».

7. On peut voir l'adoption de la Convention du patrimoine culturel immatériel par la conférence de l'Unesco en 2004 comme une consécration amplificatrice.

8. Ce qui est davantage le cas en Afrique du Nord (voir la synthèse de Roussillon, 2005).

* Pour toutes les photographies de cet article, crédit: Vincent Battesti.



2. Adolescent dans le *marbû'a* (séjour) de sa maison, Siwa, 10 octobre 2002 (18h24).

Les acteurs locaux de la patrimonialisation, à Siwa ou au Caire, parlent d'architecture pour finalement parler toujours d'autre chose. Si l'un des principaux modes de production du patrimoine est proprement stratégique, il faudra éclaircir, un peu plus loin, ce que l'intervention sur ces architectures a pour visée. Les journaux du Caire regorgent d'échos sur la patrimonialisation urbaine de la capitale (souvent au chapitre des scandales, mais pas uniquement) et les commentaires dans le champ du tourisme (en particulier) valorisent le bâti traditionnel. Cependant, le phénomène ne soulève guère les passions parmi les habitants à Siwa ou les usagers du centre-ville au Caire : point de conflits sociaux faute de combattants. La classe populaire cairote, usager du centre-ville, ne s'émeut nullement des agitations médiatiques autour de ces questions et les Isiwan peinent à s'exprimer. Pour autant, ces opérations de mises en valeur ne sont pas des opérations blanches.

Petite question préliminaire : pourquoi comparer Le Caire et Siwa ? leur situation égyptienne semble être pourtant le seul élément les rapprochant : situation urbaine contre situation rurale, position de centralité contre position périphérique, identité arabe contre identité berbère... N'est-il pas abusif d'apposer l'étiquette « patrimonialisation » à certaines des dynamiques de sociétés locales ? D'un point de vue, certes, car même en restant dans le cadre étroit de l'architecture, on peut croire que ce rapprochement-là, justement, est l'illustration des limites de cet objet dont plusieurs disciplines scientifiques se sont

entichées (depuis quelques décennies et ces deux dernières en particulier : histoire, géographie, anthropologie, architecture, sciences politiques, muséographie, etc.). Est-il pertinent de comparer des situations où, après tout, il n'y a que la littérature scientifique pour annoncer que s'y déroule une « patrimonialisation » ? Un autre point de vue est de tirer profit des limites apparentes et réelles de ce comparatisme pour s'attaquer à une sorte de définition *a minima* par l'examen des dénominateurs communs, à relever des sortes d'universaux des processus contemporains si l'on se place dans une perspective anthropologique : quels sont les éléments des dynamiques locales qui se ressemblent ou qui se différencient dans ces deux études de cas, sur mes deux terrains ethnographiques égyptiens ?

Comment comparer Le Caire et Siwa ? D'une façon assez naïve et prosaïque, je propose de reprendre les termes d'une définition possible (sommaire et non définitive) de la patrimonialisation, entendue comme la fabrique du patrimoine. La patrimonialisation serait la mise en patrimoine d'un ou de plusieurs éléments d'objets matériels ou immatériels, c'est-à-dire les opérations par lesquelles des acteurs (que l'on nommera promoteurs) font le choix, en les figeant, d'extraire d'une réalité sociale des éléments qu'ils considèrent liés au passé et à valoriser à des fins économiques ou symboliques, en considérant qu'ils font sens dans l'Histoire (quelle qu'en soit l'échelle). Cela nous amène à une série de six clefs pour appréhender des processus pratiques tangibles de patrimonialisation :

- la définition des promoteurs,
- la définition de l'objet élu à patrimonialiser,
- le rapport au passé,
- le rapport à la production de l'objet et le rapport à l'objet existant/fini,
- la définition des acteurs concernés,
- les enjeux économiques et symboliques.

Précisons que ce n'est pas là une série chronologique des processus de patrimonialisation à l'œuvre au Caire et à Siwa, mais divers angles d'attaques de mêmes pratiques sociales, disjointes pour l'analyse. Par ailleurs, il ne s'agit pas, bien entendu, de porter un jugement de valeur sur ces pratiques sociales, mais de conduire les prémisses d'une analyse des faits par la comparaison.

LES PROMOTEURS DE LA PATRIMONIALISATION

Le caractère commun le plus saillant de cette pratique patrimoniale au Caire et Siwa est que les « promoteurs » de la patrimonialisation – les acteurs à l'initiative et qui vont conduire cette pratique de redéfinition d'une partie du bâti – ne sont pas les habitants eux-mêmes. On a affaire à des instances politiques et en première origine à des intérêts privés entrepreneuriaux ou associatifs. Dans le cas de l'oasis de Siwa, l'entreprise égyptienne EQI (Environmental Quality International) est sans doute au fondement de la



3. Début de nuit sur un quartier, Siwa, 15 mai 2003 (20h25).



4. Vieille habitation avec escalier extérieur, près du souk, Siwa, 16 mai 2003 (12h43).

promotion nouvelle de l'architecture locale à base d'argile. Basée au Caire et présente à Siwa notamment avec deux établissements hôteliers, elle a su être un relais actif et efficace auprès du personnel politique du gouvernorat de Matrouh dont dépend l'oasis de Siwa. Le gouverneur est intervenu sur la scène locale avec en particulier la promulgation d'un décret (1219/2002 avec la déclaration de zone protégée de Siwa en 2002 classé comme *Desert & Civilizational Site Protectorate*) visant à l'homogénéité de l'apparence du bâti dans l'oasis et la promotion de certains traits esthétiques de l'architecture de terre (identifiés comme « style traditionnel ») dans la construction des nouveaux bâtiments (gare routière, banque, commissariat). Ce processus a trouvé son appui international avec le soutien de l'Europe à travers la Coopération italienne, mais aussi du Urban Management Programme - Arab States Region (UMP-ASR), basé au Caire, service du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UN-HABITAT). C'est le partenariat entre l'UMP et EQI établi en 1998 qui initia des projets d'investissements commerciaux à Siwa dans une perspective de développement durable.

« The main partners involved in the Siwa Sustainable Development Initiative have been EQI, the principal investor and catalyst for action; the local community, who have brought to the project their local knowledge of the environment and cultural heritage; and the Governorate of Matruh, that has provided political support for the project and financed a number of cultural heritage preservation activities. More recently, UNDP, the Ford Foundation and the British Embassy have also contributed to the financing of selected activities, in the areas of environmental improvement and enterprise development ».⁹

La « communauté locale » est mentionnée non comme initiatrice, mais pour avoir fourni sa connaissance locale de l'environnement et son patrimoine culturel. Enfin, plus récemment (2005), s'est créée la FSA (Friends of Siwa Association) pour y combattre « les effets négatifs du développement » et y préconiser « un développement durable de Siwa comme destination touristique et communauté [locale] autosuffisante ».¹⁰ Les membres de l'association FSA représente un panel de choix dans les processus de patrimonialisation :

9. UMP-ASR, 2004.

10. Mostafa, 2005.



5. Mosquée et ruines du vieux village fortifié au sommet de Shâli Aghurmi, Siwa, 18 mai 2003 (19h00).



6. Vue depuis la « montagne » de Dakrûr, avec un des grands lacs salés en arrière plan, Siwa, 20 mai 2003 (17h44).

fonctionnaires de l'administration, corps diplomatique, politiques, hommes d'affaires et intellectuels.¹¹

Au Caire, la situation est assez semblable dans le sens où l'initiative d'une promotion de la patrimonialisation revient aussi à des acteurs du domaine institutionnel et associatif. À commencer par les inventaires du patrimoine du centre-ville moderne de la capitale, étape importante s'il en est dans la définition de ce qui est « patrimoine » (toute découpe dans le réel n'est jamais ni arbitraire ni naturelle), ils furent l'œuvre de différentes instances étatiques égyptiennes à partir de 1996¹² : le Conseil suprême des antiquités (CSA), le gouvernorat du Caire et le General Organisation for Physical Planning (GOPP) chargé de la planification territoriale. La recherche n'est pas en reste, car une équipe franco-égyptienne financée par l'Union européenne contribua à la méthodologie.¹³ CULTNAT (National Center for Documentation of Cultural and Natural Heritage) est censé gérer l'ensemble des données. Enfin, les interventions opérationnelles sont l'œuvre de ministères (de la Culture, des Affaires gouvernementales), du CSA, du gouvernorat du Caire, mais aussi d'associations d'hommes d'affaires (sous forme d'évergétisme)¹⁴ comme « *Friends of the Exchange* » (s'occupant de la rénovation autour de la Bourse).

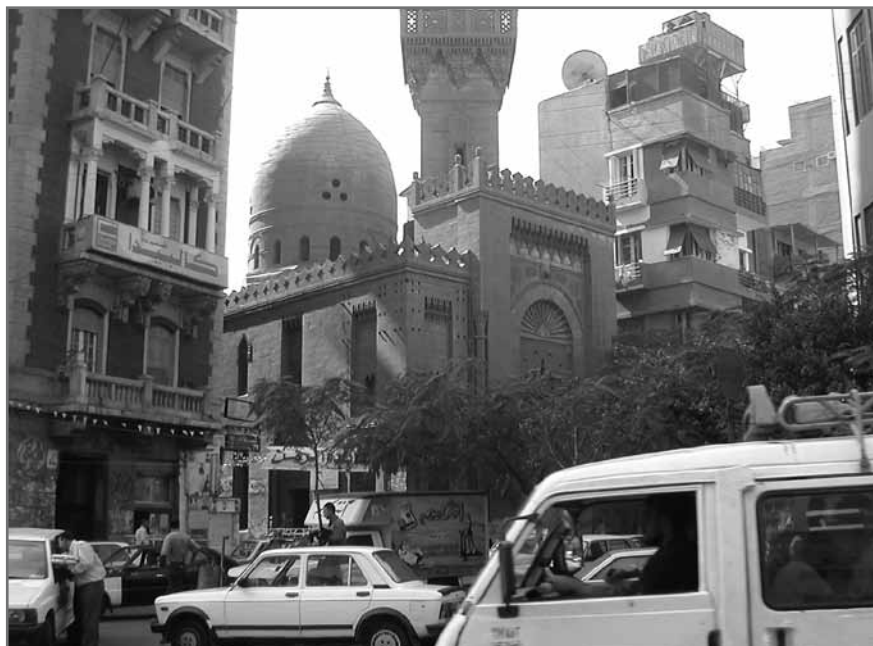
Bref, tous semblent impliqués... sauf la population locale proprement dite ou les usagers de ces espaces publics. Les inventeurs du patrimoine urbain bâti du centre moderne du Caire ou de l'architecture « traditionnelle » oasienne de Siwa, ces faiseurs de mémoire, pour partie puissance publique, pour partie puissance privée (commerçante ou intellectuelle), remanient le passé, en proposent une lecture qui leur est propre – peut-être avec la facilité qu'en permet le regard « éloigné » (comme le disent les ethnologues) et une certaine éducation qui permet le maniement et la mobilisation de cette catégorie

11. À sa création en 2005, la FSA est présidée par Fâyza Abû al-Nagâ, ministre de la Coopération internationale, vice-présidée par ʿAlî al-Saʿîdî, ancien ministre de l'Industrie, a pour secrétaire général Mahmûd al-Kaysûnî, alors président du comité Écotourisme de l'Egyptian Tourism Federation, et compte comme membres Muhammad al-Chahât, alors gouverneur de Matrouh, Ahmad al-Maghrabî alors ministre du Tourisme, Munîr Naʿamatalla, président d'Environmental Quality International (EQI), Nagîb Sawîris, riche homme d'affaire, Samîr Ragab, alors éditorialiste, l'écrivain Anîs Mansûr, la journaliste Mahâ ʿAbd al-Fattâh et les ambassadeurs d'Italie, d'Allemagne de France, du Canada, du Royaume-Uni et d'Autriche. Voir Mostafa, 2005.

12. Voir, pour le détail, El Kadi et El Kerdany, 2005.

13. Hercomanes (*Heritage Conservation and Management in Egypt and Syria*), financée dans le cadre du 5^e PCRD de l'Union européenne (2000-2003).

14. Pour cette notion, voir l'usage qu'en font Isabelle Baillard et Patrick Haenni (1997) à partir de Paul Veyne.



7. Mosquée, circulation et immeubles de construction diverses, rue Clot Bey, Centre-Ville, Le Caire, 2 novembre 2003 (11h47).



8. Jardin transformé pour accueillir les touristes pour le sunset, presqu'île de Fatnas, Siwa, 2 janvier 2004 (17h14).

conceptuelle – qui transforme les lieux, « élaborent une mémoire différente de celle que peuvent avoir les groupes sociaux concernés » (Rautenberg, 2003). Leur qualité de « décideur » et/ou producteur de normes en matière de gestion et politique urbaine autorise d'une part leur pratique sur des espaces qui ne sont pas leurs et d'autre part leurs fonctions et mandats légitiment leurs actions patrimoniales (qui ne sont certes que des stratégies pour atteindre des objectifs divers). Leur situation périphérique par rapport aux groupes sociaux et aux pratiques quotidiennes des espaces concernés est ce qu'ils ont en commun : ce faisant, ils redéfinissent la réalité locale, redessinent la réalité sociale.

L'OBJET DE LA PATRIMONIALISATION

Quel est l'objet de la fabrique patrimoniale ? Dans les deux exemples choisis, il s'agit du bâti, des immeubles urbains en briques ou pierre de taille ou des habitations rurales de sel et de terre crue : un patrimoine matériel. Le centre-ville moderne du Caire a été construit pour partie au XIX^e siècle et de nombreux bâtiments offrent des architectures originales. L'inspiration est haussmannienne, mais la diversité architecturale au Caire n'en reprend pas l'homogénéité parisienne. Ce qui est visé depuis les inventaires du CSA, du gouvernorat et du GOPP est d'abord la préservation des bâtiments « de grande valeur » historique et esthétique. Reste à savoir quelle histoire et quelle esthétique sont invoquées, autrement dit, il reste à dire qui fait l'histoire et qui assure la promotion des canons esthétiques (ou du bon goût pour ceux qui s'estiment détenteurs du goût légitime).¹⁵ L'intention de cette contribution n'est pas d'analyser ici en finesse ces processus de patrimonialisation, mais de proposer une comparaison. Aussi, en faisant œuvre d'une sociologie raccourcie, pourra-t-on avancer que l'on a évidemment affaire à l'histoire et au goût des dominants (eux-mêmes, et parfois les dominés également, les considérant comme « histoire naturelle » – l'Histoire avec majuscule – et « goût naturel » – le bon goût qui s'oppose au vulgaire) : s'imposent l'histoire et le goût de l'élite qui possède le capital économique et/ou le capital culturel (légitime). Cette remarque n'est pas sans pertinence en Égypte où l'espace social est fortement hiérarchisé : cette hiérarchie s'impose d'un point de vue langagier (les catégories locales qui divisent au minimum la société locale entre *cha'biyya* et *burjwâsiyya* voire *aristokrâtiyya* – populaire/bourgeoisie/aristocratie – sont d'usage ordinaire) ; d'un point de vue économique (plus des deux tiers des ménages urbains peuvent être considérés très pauvres, un

15. Voir Bourdieu, 1979.

quart de petites classes moyennes et près de 5 % aisés ou riches)¹⁶ ; d'un point de vue encore du capital culturel (voir les catégories manipulées par Galila El Kadi dans ce volume vis-à-vis des pratiques et des perceptions du patrimoine moderne : l'élite culturelle – les hommes de lettres, les architectes et urbanistes, les archéologues, les historiens et les journalistes ainsi que certaines personnalités politiques –, une infime minorité, se trouve être la seule « à avoir une logique, plus ou moins cohérente et à comprendre les enjeux urbanistiques, économiques, identitaires et culturel »). À faire usage de ces divisions du corps social, on avancera que la compétence à l'usage des concepts de



9. Jeune équipe de maçons (occasionnels), aidant à la construction d'une extension en moellon d'une vieille habitation, Aghurmi, Siwa, 10 janvier 2004 (15h39).

16. Chiffres tirés de l'enquête du CAPMAS (Central Agency for Population, Mobilization, and Statistics) sur les Revenus, dépenses et consommation des ménages en 1999/2000 (2000) et de l'analyse de François Ireton (communication personnelle, CEDEJ, Le Caire, 28 septembre 2004). La population urbaine égyptienne peut être répartie en trois catégories : les « classes pauvres et populaires » (avec une dépense annuelle du ménage inférieure à 12 000 LE), les « classes moyennes » (entre 12 000 et 29 999 LE) et les « classes aisées ou riches » (plus de 30 000 LE) – le dollar valait à ce moment 6,20 LE. La première catégorie représente 68,12 % des ménages (63,83 % de la population), la seconde 27,31 % des ménages (31,41 % de la population) et la troisième 4,56 % des ménages (4,76 % de la population) en zone urbaine.



10. Promeneurs de la classe populaire, rue Talaat Harb, Centre-Ville, Le Caire, 21 février 2004 (13h32).

« patrimoine » – singulièrement pour ce qui ressort du moderne et du populaire – se trouve mieux partagée parmi les classes supérieures (bénéficiant en général d’une éducation académique plus poussée) et parmi les catégories de la population au capital culturel élevé : bref, idéalement la bourgeoisie intellectuelle même si l’amplitude du phénomène de valorisation de la « Belle Époque »¹⁷ laisse voir que l’on déborde largement de ce cadre social.

À terme, ce ne sont pas évidemment seulement des bâtiments épars qui sont visés par cette démarche patrimoniale, l’ambition est plus vaste : c’est le quartier lui-même du *Wast al-Balad* (centre-ville) qui doit être préservé et qui fait sens comme unité d’aménagement. L’objectif est « la préservation et l’amélioration de l’environnement urbain » dans son ensemble afin que l’on puisse enfin écrire que « le centre-ville a ainsi commencé à revivre, à retrou-

17. Voir l’éclairante contribution de Mercedes Volait dans ce volume.

ver son ambiance d'antan ». ¹⁸ Les chercheurs qui travaillent sur le patrimoine égyptien sont à compter parmi les acteurs du phénomène patrimonial quand ils participent eux-mêmes à la définition des objectifs et modalités de la mise en patrimoine. Dans ce texte de 2005, par exemple, il appert l'idée de retrouver un état d'antériorité (le diagnostic conclu à un état dégradé), la nostalgie (l'utopie au passé, à défaut de se projeter sur l'avenir) semble dominer. Avec Anne-Claire Kerbœuf ¹⁹, on peut avancer l'hypothèse que « dépoussiérer les pierres d'Ismâ'iliyya [autre nom du Caire haussmannien], c'est mettre à jour l'empreinte qu'y a laissée une catégorie sociale aisée. Il s'agit donc d'un processus d'appropriation d'un espace "usurpé" par la Révolution ».

Ce prélude à une analyse plus fine n'est pas sans légitimité au Caire, certes, mais également à Siwa, même si les agents (différents) ne se positionnent pas dans le champ social local de la même manière. Si la situation est un peu différente à Siwa, c'est probablement, parce qu'avant tout, il ne s'agit pas d'une reconquête d'un espace de la ville, mais simplement d'une conquête : donner une identité à l'espace bâti oasisien telle qu'elle satisfasse les attentes de personnes étrangères (touristes) qui s'y rendent (pour qu'ils y reconnaissent une homogénéité de la tradition). Ce n'est évidemment pas la justification qu'apportent les acteurs patrimoniaux à leur pratiques, mais l'on sait que les justifications des actes et des pratiques ne doivent pas être confondues avec les raisons d'agir (Ferrié, 1997). À comparer avec Le Caire, l'objet de la patrimonialisation dans l'oasis est davantage le résultat d'une technique, le résultat en filigrane d'un savoir-faire : le bâti qualifié de traditionnel, issu d'une architecture locale (et berbère). ²⁰ L'argile salée est l'objet travaillé localement depuis des siècles pour construire les habitations à Siwa et retravaillé aujourd'hui par de nouveaux acteurs exogènes (politiques, le gouvernorat en particulier, et commerçants, dans l'hôtellerie et notamment la société EQI). ²¹ Malgré la récente redéfinition par la population locale de cet usage architectural (par l'abandon de l'argile au profit du gypse calcaire équarri), part d'une redéfinition globale de l'habitat siwi, des manières d'habiter et des sociabilités, le jeu actuel tend à remettre l'argile au centre des attentions. Incitations et coercitions extérieures poussent en effet à une patrimonialisation de ce

18. El Kadi et El Kerdany, 2005, p. 104.

19. Kerbœuf, 2004, p.12.

20. Voir Battesti, 2008.

21. La société EQI faisait le constat que « L'urbanisation a conduit au remplacement graduel de son trait culturel le plus remarquable – son style architectural – avec des constructions modernes moins adaptées, autant d'un point de vue esthétique que fonctionnel, aux conditions environnementales particulières de l'oasis. » (ma traduction d'un extrait p. 6 du *Architect's Record 2001 Award Cycle du Siwa Sustainable Development Initiative* pour *The Aga Khan Award Architecture* (réf. 2505EGY).



11. Immeuble de la rue Talaat Harb, dont beaucoup des appartements sont vacants, Centre-Ville, Le Caire, 19 juin 2004 (9h16).



12. Ravalement de façade d'un immeuble de la place Orabi, Centre-Ville, Le Caire, 27 juillet 2004 (18h32).

qui est d'argile et à un retour sous forme de réinvention d'une tradition.²² Ici comme ailleurs, pour définir le traditionnel (puisque c'est cela qui est visé), les acteurs de la patrimonialisation ont procédé à un choix (quelque arbitraire puisse-t-il paraître), celui de représenter l'identité visuelle de Siwa par son ancienne architecture de couleur argileuse, en écartant d'une part d'autres choix possibles d'« icône » de la culture de Siwa (la langue, les techniques horticoles, l'aménagement domestique par exemples et parmi d'autres : le jeu des icônes possibles est infini) et en écartant d'autre part le choix que la communauté locale semblait *de facto* avoir fait sur la question de l'architecture en faveur du gypse calcaire blanc depuis quelques décennies et le choix architectural (très moderniste jacobin, dira-t-on) de l'État jusqu'alors.²³

À terme, là aussi, ce ne sont pas seulement quelques unités d'habitation que l'on souhaite préserver, mais harmoniser l'ensemble des couleurs de l'habitat oasien en un ton ocre « naturel », pour revenir à ce que l'on suppose de l'ancienne forme, avec la volonté sous-jacente de présenter une tradition « acceptable » et inscrite dans le paysage urbain, d'en présenter une image homogène, lisse et non évolutive.²⁴ Là aussi, il est bon de se questionner sur l'identité de ceux qui font, à partir de choix plus ou moins conscients, l'Histoire et le bon goût ou, posant la question moins naïvement, il serait bon de savoir qui sont les dominants de cette situation donnée.

LE RAPPORT AU PASSÉ ET SON INVENTION

Qui dit patrimoine, dit rapport au temps, à l'histoire. Pour Nigel Barley²⁵, anthropologue et conservateur au British Museum, « l'histoire n'est pas ce qui s'est passé, c'est ce dont on se souvient ! » On pourrait ajouter que le patrimoine est alors l'élection, par certains et pour tous, de ce que l'on veut se souvenir, de ce que l'on veut retenir pour (ré)écrire l'histoire. *A minima*, la mise en patrimoine est la volonté de préservation de certaines traces du passé ou de certaines formes actuelles qui s'ancrent dans un certain passé. À Siwa et au Caire, deux formes contrastées se dessinent alors de ce que l'on veut présenter : dans un cas, les promoteurs du patrimoine de l'oasis inven-

22. Battesti, 2006a.

23. La plupart des bâtiments à l'architecture ostensiblement non locale (ni anciennement de terre ni aujourd'hui en gypse calcaire) sont d'émanation étatique : logements sociaux, administrations, écoles, hôpital, jusqu'au très récent complexe olympique [sic] construit par l'armée partagent ces traits architecturaux démultipliés à l'identique sur tout le territoire national.

24. Battesti, 2009.

25. Barley, 2000.



13. Habitations surnuméraires (forme de squats) sur le toit d'un immeuble de la rue al-Fadl, Centre-Ville, Le Caire, 6 octobre 2004 (16h01).



14. Second jour de l'aïd ramadan, fête populaire, place Orabi, Centre-Ville, Le Caire, 16 novembre 2004 (00h10).

tent un temps traditionnel (en s'appuyant sur les pratiques architecturales qui disparaissent) qui se présente naturellement comme intemporel ; dans l'autre cas, les promoteurs du patrimoine de la capitale inventent un temps moderne où le cosmopolitisme bourgeois s'épanouissait dans un raffinement d'inspiration occidentale (mais réinterprétée, digérée « comme toujours » par la nation égyptienne), tandis que la classe populaire restait cantonnée dans ses quartiers. Dans les deux cas, certes, et à considérer la même époque (fin du XIX^e et début du XX^e siècle), les habitats et les espaces urbains considérés étaient « en cohérence » avec les pratiques urbaines de l'époque : un habitat sécurisé et constitué d'argile qui permet un remodelage continu des habitations à Siwa et un habitat moderne et bourgeois d'esprit haussmannien permettant l'ostentation des classes dominantes égyptiennes et étrangères empruntées d'hygiénisme. Depuis, les sociétés locales ont évolué, mais l'activisme patrimonial souligne un réel attachement à certaines représentations du passé des lieux par ses promoteurs.

On verra plus loin les enjeux de ces pratiques patrimoniales, mais on devine déjà que dans le cas de Siwa – vu la concomitance des programmes environnementaux et patrimoniaux mis en œuvre (et largement exemplifié par l'*Ecologie* construit par la société EQI) – domine la recherche, la célébration et la reviviscence d'une harmonie naturelle présumée des sociétés traditionnelles (donc du passé, d'avant la modernisation). Presque une métempsychose. Quand, pour les promoteurs anciens et mélioristes de la modernité technique (mais on entend encore ce discours de personnels administratifs), le traditionnel était « archaïsme », le passé « arriération » et à éliminer pour se tourner vers le progrès (responsables au ministère de l'Agriculture, à Siwa et au Caire, 2005), pour les promoteurs patrimoniaux, ce passé est source du vrai « savoir-vivre avec la nature », « harmonie avec l'environnement », il est pittoresque, folklorique et « à protéger » (un responsable au service de l'Environnement à Siwa en 2004). Les uns qualifient ce passé de négatif, les autres de positif ; cela n'est rendu cependant possible que par la distance établie entre le passé et le présent qui leur semble évidente, mais qui ne se pose pas en ces termes pour la population de Siwa.²⁶

Quant au Caire, le rapport au passé est plus malaisé : la période historique concernée remonte à l'ancien régime, aux temps pré-révolutionnaires de la domination étrangère et de la monarchie (le nationalisme post-révolutionnaire exclut toute appréciation positive de cette période). Toutefois, cette difficulté est sublimée par le recours euphémisant à la notion de Belle Époque.²⁷ Cependant, même si le *Wast al-Balad* renvoient à tous l'image de ce passé

26. La réflexion n'est pas propre à Siwa, mais se partage avec d'autres oasis, voir Battesti, 2005.

27. Voir Volait, *op. cit.*

bourgeois, pour les classes populaires ce sont des espaces devenus pour cela des lieux récréatifs qu'elles se sont très largement appropriées, tandis que les représentants actuels de la bourgeoisie (qui vivent le plus souvent bien loin de ce quartier central), pour cela, soit s'en sont désintéressés, soit conservent une nostalgie marquée pour cette « Belle Époque ». Cela est ressassé dans de nombreux entretiens avec des « *burjwâziyyin* » (bourgeois) cairotes²⁸: avant l'envahissement populaire, le quartier était « *chîk* et propre », c'était le temps du savoir-vivre, de la décence remplacée depuis par la vulgarité.

À Siwa ou au Caire, dans les deux cas, le passé que l'on tente de réanimer par la mise en patrimoine est un passé mort. Par définition. On pourrait noter une volonté de certains des promoteurs (les égyptiens en particulier) de réconcilier la nation avec cette période historique ou intemporelle et ses valeurs, réconciliation qui reçoit que peu d'échos dans les classes sociales, pauvres, qui ont investis les lieux au Caire et qui butte d'abord sur le désir de la population locale à Siwa de délaisser ces anciennes formes urbaines (que l'on considère aujourd'hui inappropriées à l'époque). Cela explique probablement qu'au Caire l'opération patrimoniale sur le bâti et la voirie du *Wast al-Balad* (autour de la Bourse par exemple ou les rues piétonnes autour de la rue al-Azbakiyya) ne rencontre aucune espèce d'intérêt auprès du public populaire (sauf à « trouver joli » le résultat d'une rénovation, me diront mes interlocuteurs durant mes enquêtes) et ce malgré l'intérêt manifeste de beaucoup des médias (journaux et télévisions nationales). Point de passion patrimoniale généralisée, point donc de conflits. *Idem* à Siwa où le débat public ne porte pas sur le patrimoine, mais sur la coercition gouvernementale dans le mode de vie local ou la capacité locale d'accueillir sans dommage (social) le tourisme.²⁹

OBJET PATRIMONIALISÉ : PRODUIT ET DÉJÀ LÀ, MISE À DISTANCE

Le passé est mort, le présent est en mouvement. La mise en patrimoine semble fonctionner comme une tentative de sauvegarde, de cristallisation d'une époque. Les cristaux sont des bâtiments que l'on souhaite par la rénovation sortir de leur gangue illégitime au Caire (la réappropriation populaire matérialisée par le privilège accordé à la multiplication des commerces sédentaires ou ambulants aux étalages baroques, des enseignes lumineuses, des bricolages de toutes sortes sur les façades, des badigeonnages individuels aux couleurs vives de son balcon, des pique-niques et des ambiances récréatives

28. Entretiens personnels au Caire, période 2002-2005, non publiés (en cours, ouvrage au titre provisoire *De l'usage des espaces publics au Caire, Natures jardinières et Wast al-Balad*).

29. Battesti, 2006a.

populaires, etc.) ou par la promotion faire échapper à l'inéluctabilité de leur disparition au profit d'une banalisation mondialisée à Siwa (quoique cela resterait à voir, justement). Dans les deux cas, un *urbanscape* (paysage urbain) est déjà là, déjà produit, sauf qu'à Siwa on entend étendre, faire proliférer la signature architecturale de « l'ancien » ou de « l'authentique ».

Le Caire historique – on vise par là le Caire islamique (le changement de nom est récent, en 1997)³⁰ – est inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1979, relativement tôt, donc, au titre notamment du « chef-d'œuvre du génie créateur humain ». Le consensus semble établi sur sa qualité de *athariyya* (patrimoine). L'extension de la pratique patrimoniale aux quartiers beaucoup plus récemment construits du Centre-ville est plus inédite et délicate. On est dans l'histoire récente, la signature des architectes, européens pour la plupart, est encore gravée dans la pierre des frontispices des immeubles ; les quartiers centraux modernes préexistaient certes à tous les acteurs de la patrimonialisation (ce qui n'est pas le cas à Siwa), mais les pratiques urbaines localisée aujourd'hui dans ces territoires de la ville sont elles bien vivantes.

Bref, l'objet patrimonial est déjà là, avant sa sanctification patrimoniale, avec ses usages afférents et ses usagers. Comment le faire échapper à ses vicissitudes contemporaines ? En les ignorant ? Pas impossible, mais difficile, car la visée patrimoniale est plus large qu'elle ne le déclare : l'*urbanscape* et non le simple bâtiment (il ne suffira donc pas de restaurer et mettre en valeur des immeubles). Quel rapport a-t-on à l'objet dans ce type de mise en valeur ? C'est possiblement d'abord un rapport du regard, préséance moderne dans la hiérarchie des sens et la balance établie entre eux. Le regard est la sensibilité de la mise à distance. Dans une société urbaine où tous les membres considèrent objectivement des distinctions entre classes sociales et leurs usages spatiaux, les *burjwâziyyîn* disent d'emblée leur crainte de la mixité sociale par peur du crime, de l'insulte, de la vulgarité, de la crasse et de la contamination – et les *cha^cabiyyîn*, la classe populaire, la crainte de ne pas être « à sa place », à son rang, de perdre la face.³¹ Pour une appréciation des espaces à patrimonialiser mais « occupés », la mise à distance que propose la promotion d'une esthétique visuelle s'impose et se révèle parfaitement adéquate.

Les rapports sociaux sont différents à Siwa, mais ce que l'on veut offrir par la patrimonialisation est en particulier à destination du tourisme et par le

30. Avec le lancement, par décret présidentiel, du « Programme national de conservation et de développement du Caire historique », *Al-mashrûf al-qawmî li hifâz wa tatwîr al-qâhira al-târîkhiyya*.

31. Discuté dans Battesti, 2006b.



15. Un des deux moyens de locomotion les plus utilisés (avec la charrette), devant une maison ancienne qui s'est écroulée, près du souk, Siwa, 25 décembre 2004 (16h58).



16. Détaillant d'huile d'olive et magasin de souvenirs au pied du Shalî Siwa, fondu, Siwa, 5 janvier 2005 (13h12).



17. Illuminations et circulations de la place Talaat Harb, Centre-Ville, Le Caire, 8 mars 2005 (19h00).



18. Vue d'un immeuble des années 1920 sur la rue du 26 juillet, Centre-Ville, Le Caire, 9 mars 2005 (13h33).

moyen du regard là aussi : un panorama, une identité visuelle... les touristes, toute « culturelle » puisse être leur démarche, se satisfont largement d'une compréhension et d'une empathie avec l'autre-là par le seul regard (et on photographiera ou filmera tout). Pour le tourisme et par la mise en patrimoine, c'est une homogénéité du paysage, un lissage de l'espace à l'aune du regard³² qui est entreprise.

LE CADRE SOCIAL : LES ACTEURS CONCERNÉS

On assiste à une « sauvegarde » (selon ses promoteurs) d'un patrimoine en voie de disparition, une partie d'un passé qui allait disparaître malgré sa qualité matérielle. Dans le même temps, on assiste à des formes de dépossession multiples.

D'une part, rappelons que les promoteurs de la patrimonialisation ne sont pas les résidents ou les usagers majoritaires des espaces à patrimonialiser : en simplifiant, élites *versus* classes populaires. Si le patrimoine est un processus de constitution symbolique des identités collectives, alors il semble qu'il se conduise *extra-muros*. Il y a un risque fort de « dépossession populaires » selon l'expression de Françoise Navez-Bouchanine (au sujet des médinas au Maroc, 1990) par déni de droits d'usage des zones classées « patrimoine » par la loi ou le décret qui interdira telles ou telles pratiques alors « inconvenantes » (vendeurs de rues, luxuriance des enseignes commerciales, pique-niques inopportuns au pied de la statuaire...) ou par la réallocation des espaces à de nouveaux usages, affectés à l'économie touristique en particulier (ouvrir les espaces urbains au parcours touristique, à l'appréciation contemplative de l'altérité...).

Une autre forme de dépossession, classique elle aussi, est celle de dire la norme (ou d'y participer) : s'il faut réfléchir rapidement ici avec la trop simple dualité entre dominants et dominés, on notera que l'élection des lieux de mémoire et du bon goût au Caire, que la désignation de la « tradition », de « l'authentique » et aussi du bon goût à Siwa sont toujours le fruit d'un travail des élites dominantes – qui dénieraiient sans doute cette qualité élective en vertu de ce que cela leur semble tenir du bon sens et du naturel – (bourgeoisie, hauts fonctionnaires nationaux et internationaux, intellectuels et universitaires...).

À Siwa, par exemple, le tourisme culturel tend aujourd'hui à diversifier les ressources possibles à exploiter, mais – et sans y voir là forcément un motif d'insatisfaction des uns et des autres – l'économie touristique modèle l'oasis à son image ; à la soif d'authenticité des touristes qui empruntent une pratique «

32. Battesti, 2010, *in press*.



19. Maison neuve en moellon calcaire, crépie et peinte (couleur saumon), quartier Ramel, Siwa, 19 mars 2005 (18h03).



20. Propriétaire et voisin discutant des travaux devant une maison en cours de construction, en moellon calcaire, quartier Ramel, Siwa, 3 juin 2005 (20h10).

culturelle » répond une offre, plus ou moins organisée, mais toujours inscrite dans une forme de dialogue. Mais quand cette soif d'authenticité, quand cette demande touche à l'identité locale, le risque est peut-être pour les populations oasiennes d'avoir de plus en plus de mal à former leur propre subjectivité en dehors de leur subjectivation par et pour le tourisme.³³ En gros, ils perdent la main sur la définition des éléments de leur(s) identité(s) – sans que l'on puisse attribuer évidemment de « mauvaises intentions » aux promoteurs de la patrimonialisation. Le cas est un peu identique au Caire : point de mauvaise intention, mais les usagers du centre-ville issus des classes populaires risquent de se voir dénier la légitimité de leur appropriation : en gros, leurs « nouveaux espaces récréatifs » et les ambiances spécifiques qu'ils y ont inventées sont menacés par une reprise en main patrimoniale issue, *in fine*, du pouvoir politique qui (se) sera convaincu du devoir de mise en valeur (quelques soient les intérêts qu'il peut y trouver).

LES ENJEUX ET ATTENDUS ÉCONOMIQUES ET SYMBOLIQUES

La pratique patrimoniale est loin d'être une opération naturelle ou socialement sans histoire. L'intérêt pour les formes actuelles du discours patrimonial s'est d'abord développé dans les cercles universitaires occidentaux. Et, comme le rappelle Alain Sinou³⁴, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, les acteurs politiques au pouvoir considèrent que l'intérêt pour le patrimoine des espaces coloniaux « constitue une forme de réhabilitation du colonialisme, au même titre qu'ils jugent la patrimonialisation de l'architecture "traditionnelle", en vogue dans le monde occidental à cette époque [et toujours, visiblement], comme un moyen d'enraciner les cultures africaines dans un certain primitivisme. » Les choses ont évolué : la réception du discours patrimonial, nous l'avons vu, est bien meilleur aujourd'hui dans les sphères du pouvoir politique. Là où le bât blesse est davantage dans la réception par les acteurs quotidiens de ces espaces et c'est alors qu'il faut « éduquer » ces acteurs issus des classes populaires : à coup de *workshops* de sensibilisation à Siwa³⁵ – pour la « promotion et préservation du patrimoine culturel » – ou d'appels à l'éducation du « petit peuple » au Caire.³⁶

33. Battesti, 2009.

34. Sinou, 2005, p. 15.

35. En particulier sous couvert de l'ONG Siwa Community Development and Environmental Conservation Association mise en place en 2001 par les autorités (État égyptien et diplomatie italienne).

36. CULTNAT reconnaît que, malgré les lois et décrets passés, « *the public awareness to this heritage is still not fully formed* » (la sensibilisation du public à ce patrimoine n'est toujours pas pleinement formée). (CULTNAT, 2008)

Le fantasme de la cité idéale n'est jamais très loin : formalisée depuis *La République* de Platon en passant par la géographie d'Ibn Khaldoun (au XIV^e siècle), cette cité apporterait le cadre idéal à l'épanouissement d'une « bonne » l'humanité. Décider une forme urbaine (en particulier de l'habitat des autres) est toujours concomitante d'une idée de ce que l'on pense que devrait être la vie de ses habitants, de leur comportement (civilisé), de leurs pratiques (policiées) et d'une vision globale, homogène et lisse, de son paysage urbain, son apparence et au delà. La Cité idéale est une aspiration à la perfection architecturale, sociale, morale et politique. « L'urbaniste et l'utopiste sont liés par une affinité psychologique. Ces grands imaginatifs ont en commun le postulat qu'on peut changer les hommes en organisant l'espace où ils se meuvent ».³⁷

Dans les cas que nous abordons ici, la chose n'est pas nouvelle. Par exemple et dès l'origine, l'architecture d'inspiration haussmannienne au Caire de la ville moderne (khédiviale) ainsi que le dessin des jardins publics ont été conçus dans un esprit de salubrité publique ou d'hygiénisme qui prévalait à l'époque ; cela à plusieurs titres. D'abord, par leur création même (pour fonder en 1823 le jardin d'al-Azbakiyya – premier jardin public du Caire – on a asséché un lac et ses miasmes) et ensuite par une sorte d'idée qui veut que contrôler l'espace c'est contrôler les comportements (nettoyant d'abord le « mauvais » quartier où prévalait le « vice » et en offrant les cadres idéaux d'une vie et de promenades bourgeoises et morales) (Battesti, 2004b). C'est là toute l'idée de la cité idéale et à vouloir aujourd'hui sauvegarder et de fait nettoyer le centre-ville d'un *éthos* et de pratiques populaires qui y ont pris leur aise – l'exemple le plus prosaïque et très symbolique est la chasse continuelle aux marchands ambulants de rue par la *baladiyya*, police municipale³⁸ –, on ne peut nier l'effet d'une « moralisation » de ces espaces publics. Il est difficile de ne pas voir une forme de reconquête de la bourgeoisie sur un quartier central. Symboliquement, un retour dans les anciens territoires urbains pré-révolutionnaires peut à grand-peine être appréhendé, politiquement et socialement, comme neutre.

À Siwa, c'est la volonté affichée d'un développement harmonieux de la région qui domine : la Siwa contemporaine est-elle disharmonieuse ? On n'entend pas ici seulement nettoyer, mais préserver un mode de vie que d'aucuns, localement, considèrent pourtant obsolète. Quand un villageois siwi se récrie « ce n'est pas eux [les promoteurs du patrimoine] qui vont se lever la nuit pour boucher les fuites quand il pleut » (en préférant sa nouvelle maison en *tûb*, moellon de gypse calcaire, à l'ancienne habitation abandonnée en argile salée, sensible à l'eau), cela entre en résonance avec cette récrimination, entendue à Siwa, mais expression elle aussi mondialisée : « nous ne voulons pas vivre dans une réserve d'Indiens ! »

37. Klein, 1983, p. 313.

38. Voir Ireton, 2006.



21. Activités commerciales légales et illégales sur la rue Talaat Harb, Centre-Ville, Le Caire, 3 juillet 2005 (18h47).



22. Circulations et architectures autour de Tawfiqiyya, Centre-Ville, Le Caire, 7 septembre 2005 (15h37).

Enfin, le patrimoine, et Alain Roussillon (2005) nous le rappelle, possède deux modes de valorisation, « au double sens de mettre en valeur, exhiber, et de tirer profit ». Les considérations marchandes et économiques ne sont pas à sous-estimer. Aujourd'hui, les identités locales (et berbères ici) sont des produits d'appels sur les (très conséquents) marchés touristiques³⁹ et leurs signalétiques sont quelques présentations visuelles (photographiques) de leur « patrimoine ». Au Caire, on ne peut négliger les investissements immobiliers : finalement si tout le monde considère avec bonheur le chic de la ville qui est ou de la ville à venir, certains auront les moyens d'en tirer directement bénéfice (en mobilisant un capital financier qui leur permet d'acheter des biens immobiliers dans le centre-ville du Caire) tandis que d'autres, les classes populaires dominantes aujourd'hui dans l'usage du centre-ville, verront leurs pratiques des espaces publics être exclues petit à petit, car non conformes au renouveau du programme de la ville moderne : être une vitrine bourgeoise fonctionnelle, le « nouvel espace de visibilité social des élites politiques et économiques » selon A.-C. Kerbœuf.⁴⁰

CONCLUSION

La comparaison, même sommaire, entre les mises en patrimoine au Caire et à Siwa nous éclaire sur leurs processus. À l'évidence, ces pratiques transcendent la consécration simple d'objets épars et s'inscrivent dans des perspectives plus vastes ; leurs promoteurs, d'un terrain à l'autre, sont moins divers qu'ils ne pourraient paraître. La fabrique du patrimoine se nourrit du désir des autres (promoteurs au Caire, touristes à Siwa) et non pas de la pratique des acteurs du quotidien des espaces visés ; désir non pas pour ce qui est, mais pour ce qui devrait être. Ce faisant, l'histoire et les normes esthétiques semblent s'édicter *extra-muros*.

S'intéresser au seul bâti, au « lourd », nous a fait passablement déborder du seul matériel et fait considérer l'immatériel. Cela laisse penser que la problématique du patrimoine immatériel n'est sans doute pas éloignée. Si le patrimoine, en particulier dans nos exemples, est un cadre de vie, il reste à préciser les conditions et les conséquences politiques, économiques et sociales des choix « patrimoniaux » (productions, valorisations et requalifications) établis par les acteurs publics et privés et leurs réceptions.

39. Le tourisme est devenu le premier poste de ressources en devises du pays, avec près de 8 milliards de dollars de recettes en 2006, soit 20 % du total. Sanmartin, 2010.

40. Kerbœuf, 2004, p. 12.



23. Détail d'architecture d'un immeuble khédivial et ajouts des commerces, rue Sherif, Centre-Ville, Le Caire, 15 février 2007 (16h36).



24. Café al-Bustan dans un passage près de la place Talaat Harb, Centre-Ville, Le Caire, 19 février 2007 (15h53).

 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARNAUD J.-L., 1998, *Le Caire, mise en place d'une ville moderne, 1867-1907, Des intérêts du prince aux sociétés privées*, Paris, Arles, Sindbad, Actes Sud.
- BAILLARD I. et HAENNI P., 1997, « Libéralité prétorienne et état minimum au Soudan, L'effort civique entre la poudre et les travaux publics », *Égypte/Monde arabe* n° 32, « Mélanges », p. 71-72.
- BARLEY N., 2000, *L'anthropologue mène l'enquête*, Paris, Payot.
- BATTESTI V., 2004a, « Change in the Uses of Urban Public Spaces by Cairo People (with a special focus on public garden) », lecture at *The Beirut Conference on Public Spheres, International conference*, Beirut (Lebanon), October 22-24, 2004.
- BATTESTI V., 2004b, « Des espaces publics au Caire: les jardins publics », dans Peyronnie K. & Puig N., (dirs), *Espaces publics et espaces marchands, Actes de l'atelier tenu au Centre Île-de-France de l'IRD*, Bondy, 8-9 octobre 2003, IRD [cédérom].
- BATTESTI V., 2005, *Jardins au désert, Évolution des pratiques et savoirs oasiens. Jérid tunisien*, Paris, Éditions IRD.
- BATTESTI V., 2006a, « De l'habitation aux pieds d'argile, les vicissitudes des matériaux et techniques de construction à Siwa (Égypte) », *Journal des Africanistes*, vol. 76, « n° 1 - Sahara : identités et mutations sociales en objets », p. 165-185.
- BATTESTI V., 2006b, « The Giza Zoo : Re-Appropriating Public Spaces, Re-Imagining Urban Beauty », Singerman D. & Amar P., (eds), *Cairo Cosmopolitan: Politics, Culture, and Urban Space in the New Globalized Middle East*, Cairo, The American University in Cairo Press, p. 489-511.
- BATTESTI V., 2008, « Architecture de terre, l'exemple de Siwa », dans CHAKER S. et JACOTIN M. (dirs), *Berbères, de rives en rêves*, Saint-Maur, Daoulas, Marseille, Éditions, Sépia, Chemins du patrimoine en Finistère, Abbaye de Daoulas, Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, p. 32-43.
- BATTESTI V., 2009, « Tourisme d'oasis, les mirages naturels et culturels d'une rencontre ? », dans RAOUT J. et CHABLOZ N., (dirs), *Cahiers d'études africaines*, n° spécial, *Tourismes. La quête de soi par la pratique des autres*, vol. XIX (1-2), n° 193-194, Paris, éditions de l'EHESS, p. 551-582.
- BATTESTI V., 2010, *in press*, « The Saharan oasis put to the test of its landscape, The Jerid as an example », *in* Lefebvre V. & Chaoui A., (eds.), *Desert tourism, tracing the fragile edges of development*, Cambridge, MA, Harvard University press.
- BOURDIEU P., 1979, *La distinction, Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions., de Minuit.
- CULTNAT, 2008, *The Architectural and Urban Heritage, About the Program* Saturday, 23 August 2008[<http://cultnat.org/Programs/Architectural%20Heritage/About/Pages/About.aspx>]

- EL KADI G. & EL KERDANY D., 2005, « Valorisation patrimoniale en cours de la ville moderne du Caire », *Autrepart* n° 33, « Inventer le patrimoine moderne dans les villes du Sud », p. 89-107.
- FERRIÉ J.-N., 1997, « Introduction », *Égypte/Monde arabe*, « n° 30-31, Les visions de l'Occident dans le monde arabe », p. 13-27.
- IRETON F., 2006, *Les vendeurs de rue de produits semi-durables "globalisés" au Caire, Premiers résultats de recherche (avec la collaboration de Sayyed Handouq)*, Le Caire, CEDEJ.
- KERBCEUF A.-C., 2004, « La restauration du centre-ville du Caire », *Lettre d'information de l'OUCC nouvelle série*, n° 4 , p. 8-12.
- KLEIN R., 1983, « L'urbanisme utopique de Filarète à Valentin Andraea », KLEIN R., *La forme et l'intelligible, Écrits sur la Renaissance et l'art moderne*, Articles et essais réunis et présentés par André Chastel, [Paris], Gallimard, p. 310-326.
- MOSTAFA H., 2005, Paradise Regained, The Friends of Siwa Association have plans to preserve the Oasis' natural and cultural heritage, *Egypt Today, The magazine of Egypt*, 26 (3), p. 2.
- NAVEZ-BOUCHANINE F., 1990, « La médina au Maroc, élites et habitants », *Les Annales de la recherche urbaine* juin-juillet 1990, n° 72, « Patrimoine et Modernité », p. 14-22.
- RAUTENBERG M., 2003, *La rupture patrimoniale*, [Bernin], Éditions, À la croisée, 176 p.
- ROUSSILLON A., 2005, *À propos de quelques paradoxes de l'appropriation identitaire du patrimoine*, site web CEDEJ - Égypte/Soudan, consulté le 20 juin 2008 [<http://www.cedej-eg.org/spip.php?article357>].
- SANMARTIN O., 2010, à paraître, « La révolution touristique », dans BATTISTI V. et IRETON F., (dirs), *Égypte contemporaine [titre provisoire]*, Arles, Actes Sud/Sindbad.
- SINOUE A., 2005, « Enjeux culturels et politiques de la mise en patrimoine des espaces coloniaux », *Autrepart*, n° 33, « Inventer le patrimoine moderne dans les villes du Sud », p. 13-31.
- URBAN MANAGEMENT PROGRAMME – Arab States Region (UMP-ASR), 2004, *Sustainable Development in Siwa – Best Practices*, lundi 3 mai 2004 [<http://www.umpasr.org/best.html>].